

**Lutte contre le terrorisme - Statut
des victimes psycho-traumatiques
d'attentat - Réponse de Mme
Juliette Méadel, secrétaire d'État
chargée de l'aide aux victimes, à une
question à l'Assemblée nationale**
(Paris, 10 janvier 2017)

Je vous remercie, Madame la Députée, de penser à la souffrance des victimes d'attentat en cette période de commémoration. Les victimes que je rencontre chaque jour, en particulier à Nice où je me suis rendue quatre fois depuis ma prise de fonctions et où je retourne jeudi, affirment avoir besoin d'abord et avant tout de la reconnaissance de l'État. Celle-ci suppose un accompagnement psychologique et un service public d'aide aux victimes. J'ai installé à Nice le tout premier comité local de suivi des victimes, service public sur mesure dont chaque département disposera avant la fin du quinquennat. En matière d'accompagnement psychologique, le gouvernement a mis en place la gratuité totale des soins psychologiques à Nice et octroyé aux hôpitaux vingt-six équivalents temps plein supplémentaires.

En outre, sur production d'un certificat médical établi par un spécialiste, toute personne qui n'aurait pas été dans la zone de danger aura droit à une indemnisation versée par le FGTI - le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres Infractions. Voici quelques chiffres, même si les questions financières, en matière de victimes, ne priment pas : 2.276 demandes d'indemnisation ont été déposées, 11,8 millions d'euros ont été versés et la majorité des demandes est traitée.

Enfin, ce que demandent les victimes, c'est une reconnaissance en France, en Europe et à l'international. La France a organisé hier la première conférence internationale de l'aide aux victimes à laquelle trente pays ont participé, dont dix étaient représentés par un ministre, et qui a pour la première fois initié une politique européenne et internationale de l'aide aux victimes, conformément à la demande des associations de victimes avec lesquelles je travaille chaque jour./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)